allons sûrement donner notre appui à toute mesure visant à le rétablir, mais nous avons en même temps un devoir à remplir à l'égard de la population et nous voulons nous en acquitter du meilleur de notre connaissance.

Et M. Ryan terminait son article par le paragraphe suivant:

Nous déplorons qu'on ait retenu, pour ce faire, le cadre de la loi des mesures de guerre, qui dépasse infiniment, dans sa portée possible, l'ampleur du problème auquel faisaient face les autorités. Nous déplorons aussi qu'on ait déjà commencé à appliquer la loi des mesures de guerre dans un esprit et suivant des méthodes qui invitent à redouter le pire. Mais nous ne saurions que réaffirmer le droit d'une démocratie à se défendre et l'obligation qui lui incombe de juger sévèrement et de réprimer ceux qui mettent injustement en jeu la liberté et la vie de leurs concitoyens.

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, le député parle-t-il du FLQ ou du gouvernement?

L'hon. M. Ricard: J'ai lu à la Chambre, monsieur l'Orateur, des extraits d'un éditorial dans le but de démontrer que non seulement les députés de l'opposition se posent des questions là-dessus, mais aussi d'autres personnes. Si l'honorable ministre avait écouté mes remarques, il n'aurait probablement pas eu à m'interrompre encore une fois.

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, si l'honorable député le permet, j'aimerais lui demander ce qu'il veut dire quand il fait allusion aux gens qui menacent la vie des citoyens. S'agit-il des membres du gouvernement ou du FLQ?

L'hon. M. Ricard: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'expliquer tout cet éditorial à l'honorable ministre. Si celui-ci veut bien le lire lui-même, il tirera ses propres conclusions, comme je l'ai fait.

Monsieur l'Orateur, j'espère que la crise que nous subissons sera enrayée le plus rapidement possible. Toutefois, je ne peux pas laisser passer cette occasion sans rappeler que ce malaise a des racines très profondes. Si nous voulons vraiment apporter une solution au problème, il faut s'attaquer aux causes du malaise qui nous afflige actuellement.

Personne n'ignore que pendant plusieurs années, les représentants des gouvernements de la province de Québec qui se sont succédé sont venus ici revendiquer des droits et sont retournés chez eux bredouilles. Cela a fait naître dans l'esprit de la population de l'insatisfaction et de l'apathie à l'endroit du gouvernement central. Voilà une des causes du malaise actuel.

Je voudrais également profiter de l'occasion pour lancer un appel à mes concitoyens de langue anglaise, tant à la Chambre des communes qu'à l'extérieur de celle-ci, pour qu'ils fassent un effort supplémentaire afin de comprendre les aspirations de la population de la province de Québec. Celle-ci ne désire pas de faveurs. Elle ne veut pas être traitée en enfant pauvre. La province de Québec ne désire que le respect total de ses droits et prérogatives.

Nous voulons, nous de la province de Québec, être des Canadiens à part entière, et c'est pour cette raison que ce soir je fais un appel pressant à mes collègues québécois, afin que nous forgions tous ensemble un meilleur Canada

[L'hon. M. Ricard.]

dans lequel nos enfants seront appelés à vivre. A moins d'une compréhension et d'une entente parfaite entre les composantes de la nation canadienne, monsieur l'Orateur, nous serons continuellement en butte à des crises comme celle que nous connaissons actuellement. J'ai bon espoir que mes concitoyens anglophones voudront, eux aussi, faire leur part, pour le plus grand bien de la population du Canada. (*Applaudissements*)

• (8.10 p.m.)

[Traduction]

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je saisis cette occasion de dire ce que je pense de la motion à l'étude, car même si je suis de la Colombie-Britannique à l'extrême-ouest du Canada, je pense que nous devons nous aussi commenter la crise qui touche surtout une province du centre ou de l'est du pays. Je crois devoir faire part officiellement de ma façon de penser et de ma prise de position face à l'initiative par le gouvernement hier, quand il a recouru, par voie de décret, à la loi sur les mesures de guerre et qu'il a, en fait, suspendu la Constitution du Canada, la déclaration des droits et les libertés civiles de plus de 21 millions de Canadiens.

Qu'on me permette de dire dès le début que je réprouve absolument les activités terroristes du FLQ. Leurs attaques à la bombe, leurs enlèvements et leurs tentatives de chantage contre nos institutions fédérales et provinciales constituées de façon démocratique sont des méthodes étrangères à notre façon de vivre, qui répugnent aux Canadiens. J'appuie sans réserve l'attitude de l'administration fédérale qui a refusé de céder au chantage et aux exigences du FLQ. Je pense qu'aucun gouvernement démocratique ne saurait longtemps survivre si le chantage, les menaces, les attaques à la bombe et la violence devenaient monnaie courante. Des activités terroristes visant à amener des réformes sociales ne sauraient être tolérées au Canada. Les terroristes du FLQ ne peuvent justifier leurs actes ni du point de vue moral, ni du point de vue politique, ni du point de vue humanitaire, car notre pays leur accorde la liberté de parole et d'association pour réclamer tous les changements sociaux qu'ils exigent.

J'espère sincèrement que les victimes des enlèvements, MM. Cross et Laporte, seront rendues saines et sauvées à leurs familles et que toute initiative que le gouvernement pourrait prendre dorénavant—si l'on excepte la capitulation devant un ignoble chantage—sera menée avec fermeté et, j'en ai l'espoir, couronnée de succès.

Je voudrais maintenant dire quelques mots de l'initiative prise hier par le gouvernement fédéral, lorsqu'il a eu recours à la loi sur les mesures de guerre pour faire face à la crise au Québec. Je me rends compte de la tension et de la situation grave qui règnent au Québec et notamment dans la ville de Montréal. Je reconnais que la crise qui règne là-bas nécessitait l'octroi d'une assistance immédiate et importante. Cependant, en toute bonne foi, je ne pense pas que la suspension des droits constitutionnels de 21 millions de Canadiens était la voie sur laquelle il fallait s'engager pour remédier à cette crise. Il est trop tard pour que nous nous prononcions sur la question de savoir s'il fallait recourir à la loi sur les mesures de guerre, car la mesure a déjà été prise. Elle l'a été par un